

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre de l'Industrie et du Commerce. Étant donné que la déclaration faite ce matin à Washington par un des principaux représentants du premier conseil consultatif du président constitue en fait une répudiation de la position du gouvernement canadien, que les Américains n'aient ou n'aient pas encore répondu officiellement à la note canadienne, le ministre va-t-il en appeler directement au GATT de la décision des États-Unis?

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, les règlements du GATT exigent qu'il y ait d'abord des consultations officielles entre les deux parties au conflit, et ce n'est qu'après qu'il peut y avoir inscription d'un appel en vertu des dispositions multilatérales.

L'hon. Paul Hellyer (Trinity): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le ministre ne croit-il pas que dans ces circonstances, il est absolument essentiel de recommencer sur le champ les négociations au niveau ministériel afin de conclure un accord qui permettrait aux hommes d'affaires, provinces et autres parties concernées au Canada de planifier avec efficacité?

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, je ne pense pas que ce soit essentiel qu'il y ait des entretiens immédiats entre le secrétaire au Trésor et moi-même à ce sujet. Je pense que la position du gouvernement canadien a été très clairement exposée de plus d'une manière et à plus d'une occasion et j'oserais espérer que le message a été compris. Que la Chambre se rassure, je m'attends à rencontrer le secrétaire au Trésor dans un proche avenir.

M. Hellyer: Étant donné l'autre suggestion de M. Flanigan selon laquelle M. Nixon devrait être entièrement autorisé à hausser ou à diminuer les tarifs comme moyen de marchandage au cours des négociations commerciales, le ministre croit-il encore que le gouvernement canadien a su jouer les atouts du Canada en réduisant unilatéralement les tarifs, comme on le propose dans le budget?

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

L'USINE DE LA CIP À TEMISCAMING—LA DEMANDE DE TEMBEC EN VUE DE LA RÉOUVERTURE—LES EFFETS ÉCOLOGIQUES POSSIBLES

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je remercie de leur accueil mes collègues qui avaient hâte de me revoir autant que j'avais hâte de les revoir. J'ai souffert du bilinguisme pendant quelques semaines; comme Canadien français, j'ai eu la grippe anglaise.

A tout événement, monsieur l'Orateur, Londres me laisse tranquille présentement.

Je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale.

Peut-il informer la Chambre au sujet de l'étude entreprise par le ministère concernant la demande de subvention présentée par les responsables de TEMBEC, visant à la réouverture de l'usine de pâtes et papiers de Temiscaming? Peut-il nous dire quand il sera en mesure de nous faire part de la décision qui sera prise à ce sujet?

[Traduction]

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, je serai heu-

Questions orales

reux, après la séance, de parler plus longement de l'état des négociations avec l'honorable député. Mais si vous le permettez, je répondrai brièvement qu'il y a déjà eu un certain nombre de réunions; que nous sommes disposés dans ce cas à interpréter aussi largement que possible le mandat du ministère afin de nous conformer à la situation qui règne au Québec, que la difficulté réside pour l'instant dans les normes de pollution et que nous consultons régulièrement le ministère de l'Environnement, les promoteurs du projet et le syndicat, pour essayer de résoudre ce problème de la pollution. Si nous pouvons apporter à cette question une solution raisonnable j'ai bonne confiance que le projet pourra aller de l'avant.

[Français]

M. Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, est-ce que le ministre a rencontré récemment les autorités de TEMBEC, précisément au sujet de la pollution?

[Traduction]

L'hon. M. Jamieson: Monsieur l'Orateur, je ne les ai pas rencontrés personnellement depuis environ trois semaines, mais les hauts fonctionnaires se sont réunis pratiquement chaque jour. Il y a eu, je crois, une réunion hier et j'ai reçu un rapport ce matin. J'attends d'autres renseignements à ce sujet au cours des deux ou trois prochains jours.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

VIETNAM—QUESTION RELATIVE À LA PROLONGATION DU MANDAT DU CONTINGENT CANADIEN AU SEIN DE LA COMMISSION DE SURVEILLANCE

[Français]

M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe): Monsieur le président, je désire poser une question au chef du gouvernement.

A la lumière des propos tenus par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le premier ministre pourrait-il laisser savoir à la Chambre si, de fait, une décision a été prise pour prolonger de 60 jours à 90 jours notre engagement initial au Vietnam, et, dans l'affirmative, quand cette décision a été prise?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, l'attitude du secrétaire d'État aux Affaires extérieures est que si nous devons nous retirer à l'expiration des 60 jours et que cela convienne aux autres pays que nous prolongions notre séjour de 30 jours afin de leur donner le temps de nous trouver un substitut, nous considérerions le fait de le prolonger de 30 jours.

VIETNAM—LA PROTECTION DES JOURNALISTES CANADIENS

[Traduction]

M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au premier ministre? Comme le photographe de la Presse canadienne, M. Peter Bregg, a été brièvement détenu hier, le premier ministre pourrait-il s'engager à assurer une protection maximale aux journalistes canadiens de service au Vietnam?